

serait l'endroit rêvé pour écouler en abondance du matériel de réfrigération et de conditionnement de l'air. La compagnie à laquelle je m'intéresse activement consacra de fortes sommes au marché de l'exportation en n'obtenant presque aucun résultat parce que, premièrement, les exportateurs allemands sont bien implantés sur ce marché et deuxièmement, notre ministère de l'Industrie et du Commerce ne savait pas où faire les premiers contacts. En vérité, il ne savait même pas quel genre de matériel les Sud-Américains désiraient. Il ne nous a même pas dit qu'en Amérique du Sud, il est nécessaire de connaître l'espagnol ou le portugais. Je parle de 1961. De plus, il ne nous a pas dit qu'à moins d'établir de bonnes relations avec le clergé les chances d'y vendre étaient presque nulles.

● (3.00 p.m.)

Un organisme de recherche approprié peut faire beaucoup de travail. Il peut compiler des renseignements et des chiffres qui devraient être soumis à tous les ministères. Si nous devons étendre notre commerce d'exportation à l'Amérique du Sud, il faut savoir quels produits nous pouvons lui vendre et à quel prix, les facilités de crédit que nous devrions lui accorder et prévoir le volume des importations de cette région-là. A l'heure actuelle, le ministère de l'Industrie et du Commerce dispose seulement d'un petit organisme interne de recherches qui, dans l'ensemble, communique au ministre ou au sous-ministre les données qu'il veut connaître et non pas celles qu'il devrait connaître. Nous suivons donc notre petit bonhomme de chemin le coeur léger dans le domaine du commerce, de l'agriculture et du bien-être, sans qu'aucun ministère ne connaisse exactement les maux dont souffre le pays.

On a dit que nous avions le Bureau fédéral de la statistique. Je ne dis pas que la recherche statistique n'est pas importante; elle l'est, bien entendu, mais faute d'application, la statistique ne sert à rien. Ce qu'il faut c'est l'application rationnelle des données statistiques, de la recherche judicieuse et des connaissances que devraient pouvoir obtenir sur-le-champ chaque ministère de l'État et aussi chaque service de l'industrie privée.

Si nous devons nous lancer dans un domaine quelconque, il nous faut donc désormais effectuer de la recherche dans toutes les phases, de préférence par l'entremise d'un organisme central qui pourrait ressembler à la Rand Corporation aux États-Unis où l'industrie privée pourrait obtenir des renseignements et où nos chercheurs pourraient être employés au lieu de partir pour l'étranger. Le gouvernement lui-même, administration la

[M. Otto.]

plus importante et la plus coûteuse du pays, pourrait obtenir des renseignements précis relativement à un projet, il pourrait connaître d'avance le rendement futur des sommes engagées et il pourrait savoir avec certitude si certaines idées et projets sont judicieux et acceptables.

Notre travers capital à l'heure actuelle, c'est que nous nous lançons dans une foule de nouveaux projets à l'aveuglette et sans être parfaitement renseignés. Dans le monde actuel des affaires, un diagnostic sûr et exact est essentiel. Donc, monsieur l'Orateur, même si je constate avec plaisir que nous allons appliquer la recherche à notre programme d'aide extérieure, je suis quand même fort déçu de voir que le Canada ne va pas disposer, comme l'avait promis l'année dernière le premier ministre (M. Trudeau), d'un organisme de recherche au service du gouvernement et des habitants du Canada.

[Français]

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest): Monsieur l'Orateur, je vous remercie de m'avoir accordé le droit de parole à ce moment-ci.

J'aurais bien aimé que le ministre des Finances (M. Benson) soit ici, ainsi que d'autres membres du cabinet, à part le solliciteur général (M. McIlraith) et de mon bon ami, le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien (M. Chrétien) qui, eux, ne sont pas touchés par ce que je veux dire, cet après-midi, car c'est surtout de la finance dont je veux parler. Nous constatons un grand vide du côté ministériel. On peut compter, rangée après rangée, plusieurs banquettes vides. Alors, nous n'allons pas interpréter cette absence de la part des ministres comme une indication de leur inquiétude à l'égard de la situation économique actuelle, aujourd'hui, parce que s'il en était ainsi, il y aurait peu d'espoir pour la politique du premier ministre (M. Trudeau), et les soucis qu'il a exprimés hier ne vaudraient rien, pas plus d'ailleurs que les remarques faites par le ministre des Finances.

[Traduction]

En tout cas, monsieur l'Orateur, j'aimerais commencer par féliciter le député de Sarnia (M. Cullen) pour son admirable présentation de l'Adresse traditionnelle en réponse au discours du trône. Cette tâche est toujours difficile, même pour les députés les plus aguerris. Dans le cas cité, on s'est demandé si l'on pouvait qualifier de «déjà dit» l'exposé de l'honorable représentant sur le discours du trône, car il est arrivé ici relativement peu de temps après qu'on eût prononcé le discours du trône à l'autre endroit pour nous donner un discours rédigé d'avance. Entre parenthèses,